

ACTUALITES GENERALES

Nouveau Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement



Le nouveau ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement, Roger Baro, a officiellement été installé dans ses fonctions par le secrétaire général du gouvernement, Jacques Sosthène Dingara, le mardi 27 juin 2023. Nommé en conseil des ministres le 25 juin dernier, il remplace à ce poste le colonel des Eaux et Forêts, Augustin Kaboré, qui a passé huit mois à la tête du ministère.

Suspension de l'aide au développement et l'appui budgétaire au Burkina Faso.

Le ministère français des affaires étrangères a annoncé le 6 août 2023 à travers un [communiqué](#), la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de toutes les actions d'aide au développement et d'appui budgétaire au Burkina Faso.

Selon le Quai d'Orsay le montant de l'APD française attribué au Burkina Faso en 2021 était de [100 millions d'euros](#).

Cette décision, dont les effets se sont déjà faits sentir au cours des derniers mois, va avoir un impact significatif sur les actions des différentes ONG, associations et coopérations françaises engagées, souvent depuis de nombreuses années, au Burkina Faso. Au-delà des difficultés pour les acteurs français du développement, les partenaires locaux et les populations bénéficiaires vont être les premiers à ressentir les effets de cette décision.

Réponse humanitaire dans le WASH



Le secrétariat technique pour la gestion des situations d'urgence en WASH (ST/GUW) a tenu le mardi 24 octobre 2023 à Ouagadougou, une séance de travail avec la coordination du cluster WASH (Plateforme de coordination des acteurs humanitaires dans le domaine de l'eau, l'hygiène et assainissement). Présidée par le secrétaire technique pour la gestion des situations d'urgence en WASH, Tinga Romuald SOMPOUGDOU, la séance de travail a permis aux acteurs des deux structures de s'imprégner des rôles et missions respectifs des deux structures afin de mutualiser

leurs interventions en WASH dans le contexte actuel du Burkina Faso marqué par des défis sécuritaires et humanitaires.

Structure opérationnelle du ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement destinée à la gestion des situations d'urgence dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que du changement climatique, il est de bon ton que le ST/GUW et le cluster Wash puissent travailler conjointement pour relever ces défis communs.

Au cours des échanges, l'équipe de coordination du cluster Wash composée de son coordonnateur, Mahamane HALADOU et de sa co-coordonnatrice, Sandrine GO, a décliné les rôles de la structure et ses attentes vis-à-vis du ST/GUW.

Des différents rôles du cluster WASH, il ressort entre autres :

- La coordination sectorielle et la planification stratégiques des interventions des acteurs humanitaires,
- La gestion de l'information dans le domaine
- Le renforcement des capacités des différents acteurs.

Quant à ses attentes vis-à-vis du ST/GUW, elles se résument au :

- Leadership de la structure étatique dans la coordination de l'ensemble des acteurs impliqués dans le WASH pour garantir une réponse plus efficace
- Bénéficier d'une légitimité internationale car la plupart des partenaires internationaux exigent la participation du gouvernement dans les initiatives WASH.
- L'intégration du WASH dans les politiques et stratégies du gouvernement afin que les différentes initiatives puissent s'inscrire dans le long terme.

En dehors des attentes, quelques difficultés relatives au non alignement de quelques acteurs humanitaires à la plateforme et à l'inaccessibilité des zones à forts besoins du à l'insuffisance de ressources financières ont été soulignées.

Pour sa part, le ST/GUW a présenté ses missions et attributions, son plan d'actions 2023 ainsi que son projet d'organigramme à la structure partenaire.

Créé en mars 2023, le ST/GUW a pour mission de développer des stratégies pour l'opérationnalisation du nexus humanitaire Développement-Paix dans le domaine du WASH. Son plan d'actions 2023 est constitué essentiellement de :

- L'élaboration de l'organigramme ;
- La définition du programme d'activités 2024-2026 ;
- Rencontres de concertations ;
- Activités de renforcement de capacités des acteurs.

Pour conclure les échanges, Mr Tinga Romuald SOMPOUGDOU a remercié la coordination du cluster Wash pour sa démarche. Il a par ailleurs réaffirmé l'engagement du ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement à travers le ST/GUW à tout mettre en œuvre pour jouer pleinement son rôle afin de faciliter les interventions en matière de Wash d'urgence au bénéfice des populations.

Etats Généraux sur la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau



Les Etats Généraux sur la mise en œuvre de la gestion Intégrée des ressources en eau (GIRE) se sont tenus du jeudi 12 au samedi 14 Octobre 2023 sous le thème : « mise en œuvre de la GIRE au Burkina Faso : acquis, défis, perspectives ».

La GIRE est un système de prise en compte de tous les facteurs pertinents et de tous les acteurs dans la gestion équitable, durable et rationnelle de la ressource en eau. Elle est issue des recommandations de la conférence de Dublin en 1992 sur l'eau et l'environnement. La volonté d'opérationnaliser la GIRE a conduit à la mise en place des Agences de l'Eau, des comités locaux de l'Eau (CLE), de la Police de l'eau, et de la Contribution Financière en matière d'Eau (CFE).

Durant ces trois jours, plus de 400 acteurs constitués de chercheurs nationaux et internationaux, du ministère de l'Environnement de l'Eau et de l'Assainissement, des partenaires techniques et financiers ont mis en commun leurs connaissances afin de fournir des recommandations structurantes et durables par la mise œuvre future de la GIRE.

Après la clôture des états généraux sur la mise en œuvre de la GIRE, un comité restreint s'est réuni du 19 au 21 octobre à Ziniaré pour élaborer la feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations.

Les recommandations formulées par les participants portent sur 4 axes à savoir :

- Le cadre institutionnel et juridique de la mise en œuvre de la GIRE au Burkina Faso
- Le financement (interne, externe) de la GIRE au Burkina Faso
- La réalisation concrète et pratique des activités de protection, prévention et restauration des ressources en eau au Burkina Faso (mobilisation des acteurs)
- Le Système National d'Information sur l'Eau du Burkina Faso

A travers des travaux de groupe et en plénière, les participants à l'atelier de Ziniaré ont :

- Finalisé l'ébauche de la feuille de route élaborée
- Affiné la composition du comité de suivi de la feuille de route et proposé ses attributions ainsi que la périodicité de ses rencontres
- Finalisé le rapport général des états généraux.

Atelier de vulgarisation des nouveaux documents d'assainissement des eaux usées et excréta

La Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excréta (DGAEUE), a organisé le mardi 25 juillet 2023 à Ouagadougou, un atelier de vulgarisation des nouveaux documents d'assainissement des eaux usées et excréta.

Cet atelier fait partie d'une série d'ateliers qui se sont tenus par pools de régions et se sont déroulés dans les régions du Centre (Ouagadougou), du Centre Nord (Kaya), du Centre Ouest (Koudougou) et des Haut-bassins (Bobo Dioulasso) et ont regroupé l'ensemble des acteurs de la filière de l'assainissement autonome.

L'objectif général était de vulgariser les nouveaux documents élaborés pour faciliter l'atteinte des objectifs du PN-AEUE. De façon spécifique, l'atelier visait à :

- Informer les acteurs sur le contenu des différents documents élaborés ;
- Améliorer le niveau de connaissances des acteurs sur le document cadre de la gestion de la filière Assainissement Eaux Usées et Excréta ;
- Favoriser une meilleure appropriation du plan d'action 2020-2025 du PN AEUE ;
- Partager le contenu des documents d'orientation pour l'accélération de la FDAL au Burkina Faso et de l'ATPC en urgence ;

■ Pour plus d'informations, consultez les documents :

■ Le document du plan d'action 2021-2025 du PN-AEUE

■ Le document cadre de gestion de la filière AEUE 2022 - 2026

■ [Le Plan d'actions 2022-2024 du cadre de gestion de la filière de l'AEUE](#)

■ [Le document d'orientation des acteurs pour l'accélération de la fin de la défécation à l'air libre au Burkina Faso à l'horizon 2030](#)

Etude sur les « opportunités d'investissement du secteur privé dans l'assainissement au Burkina Faso »

Le projet de recherche West African Sanitation Policy Activators ([WASPA](#)) est porté par [IPAR](#), un Think Tank du Sénégal, [NIYEL](#) et [Speak Up Africa](#). Les travaux de recherche se déroulent dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest à savoir le Bénin, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Burkina Faso. Au Burkina Faso, la recherche terrain est conduite par le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquée pour le Développement ([GRAAD](#)) en collaboration avec IPAR.

Vendredi 28 juillet 2023 le GRAAD a organisé un atelier de restitution de l'étude du projet WASPA au niveau national. Il s'est agi pour le GRAAD de présenter les opportunités d'investissement du secteur privé de l'assainissement au Burkina Faso.



La recherche a concerné 5 localités du Burkina Faso et a permis de faire des recommandations afin d'amorcer un développement du sous-secteur des boues de vidange en favorisant l'investissement du secteur privé. Au Burkina Faso, l'objectif de l'étude WASPA était d'examiner spécifiquement le sous-secteur des boues de vidange et d'en tirer des leçons pour encourager l'investissement privé dans le secteur.

Globalement, cette analyse croisée a abouti à la **définition de six (6) types d'interventions déclinées en onze (11) recommandations.**

➤ **I. Meilleur positionnement du sous-secteur des boues de vidange dans la décision publique**

Recommandation 1 : Attirer l'attention des décideurs spécifiquement sur la question de la gestion des boues de vidange à travers la tenue de rencontres et d'ateliers de sensibilisation ciblés, notamment sur la question de la budgétisation.

Recommandation 2 : Vulgariser davantage les textes, spécifiquement ceux relatifs au sous-secteur des BV, notamment par leur traduction dans les langues nationales les plus couramment utilisées et des rencontres d'échanges directs avec les acteurs concernés.

➤ **II. Renforcement des capacités techniques et managériales des opérateurs privés**

Recommandation 3 : Renforcer les capacités techniques des opérateurs privés pour leur permettre d'investir tous les segments porteurs du sous-secteur des BV.

Recommandation 4 : Renforcer les capacités managériales et de marketing des opérateurs privés pour leur permettre de mieux gérer et développer leur activité

Recommandation 5 : Développer l'esprit d'innovation des opérateurs privés grâce aux outils existants en la matière.

➤ **III. Accroissement de l'accès des opérateurs privés aux marchés publics**

Recommandation 6 : Sensibiliser les opérateurs privés sur l'importance de la formalisation de leurs entreprises et les accompagner dans ce sens.

➤ **IV. Promotion de la diversification des sous-secteurs d'investissement**

Recommandation 7 : Les analyses de l'étude montrent une concentration de la plupart des opérateurs dans les segments de la collecte et du transport. Pourtant, beaucoup d'autres segments sont porteurs et essentiels au bon fonctionnement du sous-secteur :

- Infrastructures
- Valorisation
- Renforcement des capacités
- Financement spécialisé
- Services à destination des ménages non encore couverts

➤ **V. Desserrement de la contrainte de financement**

Recommandation 8 : Promouvoir la création de services spécialisés par des rencontres directes avec les institutions financières, notamment les banques et autres institutions financières de la place.

Recommandation 9 : Accompagner les promoteurs privés à concevoir des plans d'affaires de hauts standards, pour faciliter l'accès aux crédits et financements.

➤ **VI. Promotion de l'hygiène et de la sécurité au travail**

Recommandation 10 : Former les opérateurs privés sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et de sécurité au travail.

Recommandation 11 : Sensibiliser les opérateurs privés sur l'importance du respect des mesures d'hygiène et de sécurité.

Valorisation des résultats issus de la recherche

L'[Institut 2iE](#) a organisé, le jeudi 21 septembre, un atelier sur la valorisation des résultats issus de la recherche. A cette rencontre, ont pris part plusieurs experts et personnalités du monde de la recherche de 2iE et de ses partenaires. Au programme, exposés et échanges pour une valorisation plus accrue des innovations et technologies au bénéfice de la société et des populations.



La valorisation des résultats de la recherche est un processus d'envergure qui mobilise, depuis plus de 2 ans, l'Institut 2iE et ses partenaires. La dynamique s'est accélérée avec l'organisation de cet atelier de partage d'expériences et d'échanges. Cette rencontre s'est faite en présence du Directeur général du 2iE, Prof. El Hadji Bamba Diaw, et la participation en ligne des membres du Conseil pédagogique et scientifique (CPS) dont Prof. Isabelle Glitho, Prof. Ramata Bakayoko-Ly et Prof. Gilles Escadeillas. En outre, elle a vu la contribution des principaux acteurs du 2iE engagés dans ce processus.

Dans son mot de bienvenue, le Directeur général, Prof El Hadji Bamba Diaw, a exhorté les participants à de fructueux échanges dans le but d'accroître la contribution de la science au développement socioéconomique des pays africains. Le directeur

général a également témoigné sa reconnaissance au Prof. Isabelle Glitho et au Prof. Ramata Bakayoko-Ly qui ont toujours milité pour une valorisation plus accrue des résultats issus de la recherche à l'Institut 2iE.

Ensuite, la Présidente du Conseil pédagogique et scientifique (CPS), Prof. Isabelle Glitho, a situé le contexte et les enjeux de l'atelier. Pour l'universitaire, la valorisation des résultats de la recherche voulue par l'Institut 2iE vise à promouvoir l'utilisation des innovations technologiques pour contribuer au développement économique, social et culturel des nations africaines. Il s'agit, selon elle, de remédier à la faible contribution de la recherche scientifique aux innovations en entreprise et de promouvoir le transfert des technologies vers l'industrie et la société de façon générale.

Favoriser les interactions entre Science et Société pour un développement socio-économique durable

Au cours de l'atelier, deux universités partenaires ont partagé leurs expériences en matière de valorisation des innovations. Les présentations ont concerné la valorisation des innovations de l'université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et du Laboratoire matériaux et durabilité des constructions (LMDC) de l'Université de Toulouse (France). Elles ont été respectivement faites par le Prof. Ramata Bakayoko-Ly, ancienne Présidente de l'université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan et le Prof. Gilles Escadeillas, Directeur du LMDC.

Ces deux communications ont mis en évidence la nécessité d'investir dans la recherche et d'accentuer le plaidoyer pour des décisions institutionnelles et juridiques visant à faciliter la création d'entreprises par les universités. Aussi, elles ont insisté sur l'importance de concevoir et mettre en œuvre une stratégie marketing devant permettre de diffuser les innovations issues de la recherche et de les faire adopter par les populations. Il a également été question de protéger les innovations en mettant en place une politique de propriété intellectuelle.

L'atelier s'est poursuivi avec un exposé du Prof. Harouna Karambiri, Directeur de la Recherche, sur le processus de valorisation des résultats de la recherche mis en œuvre au 2iE. Les innovations produites par les 3 laboratoires du 2iE à savoir le Laboratoire Eco-Matériaux et Habitats Durables (LEMHaD), le Laboratoire Eaux Hydro-Systèmes et Agriculture (LEHSA) et le Laboratoire Energies Renouvelables et Efficacité Énergétique (LabEREE) ont respectivement été présentés par Prof. Adamah Messan, Dr. (MC.) Amadou Keïta et Prof. Igor Ouédraogo.

Les innovations sont en phase critique de développement sous la coordination du Responsable du Service de Gestion et Valorisation des Connaissances Scientifiques (SEGECOS), Dr. (MC.) Daniel Yamegueu avec l'assistance technique du consultant Dr. Siaka Coulibaly. Ce dernier a fait un point sur les modalités de transferts envisagées pour les différentes innovations présentées.

Les échanges qui ont suivi ont été très enrichissants avec beaucoup de propositions sur la valorisation des résultats et innovations issues de la recherche. In fine, l'objectif

est d'aboutir à affiner **les techniques de valorisation et de transfert de technologies issues de la recherche-innovation vers le monde socio-économique**. L'engagement a surtout été pris de mettre en situation de valorisation, à l'horizon septembre 2024, les innovations avec la création d'entreprises ou la signature de partenariats avec des entreprises déjà existantes.

LES ACTUALITES DU RESEAU

Discussion en ligne sur « Gestion des boues de vidange dans les zones en crise au Burkina Faso »

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités du plan d'action du réseau ACTEA pour la période mi 2023-mi 2024. A l'instar des éditions précédentes, les échanges se sont déroulés par mail du **6 au 15 novembre 2023**, par l'intermédiaire d'une mailing liste (81 abonnés) créée et dédiée à ces échanges. Durant deux semaines, une vingtaine de contributeurs ont partagé leurs expériences et leurs réflexions. Les contributions sont essentiellement venues du Burkina Faso et de France.

Afin de mieux identifier les enjeux de la gestion des boues de vidange dans le contexte de crise multidimensionnelle que traverse le Burkina Faso, le réseau ACTEA a choisi de mettre en place cette discussion en ligne afin de collecter les retours d'expériences des acteurs du secteur, de faire un état des lieux des services d'assainissement autonome dans ces zones, d'échanger et d'identifier les bonnes pratiques, d'analyser les modes de gestion des boues de vidange, d'identifier des dispositions à mettre en œuvre pour assurer une viabilité/pérennité de tous les maillons de la filière de l'assainissement autonome dans ces zones.

Pour ce faire, **trois sessions**, chacune de deux jours ont été mises en place :

Session 1 : lundi 6 et mardi 7 novembre 2023 : état des lieux de l'accès aux services d'assainissement autonome dans les zones en crise au Burkina Faso

Session 2 : jeudi 9 et vendredi 10 novembre 2023 : mise en œuvre des projets dans le contexte de la crise

Session 3 : Mardi 14 et mercredi 15 novembre 2023 : organisation de la gestion des boues de vidange

La synthèse des échanges sera bientôt disponible sur le site du réseau ACTEA.

<https://www.actea.org/>

Participation du réseau ACTEA au Forum de l'Eau et de l'Environnement du Mono (FEEM)



Ce forum s'est déroulé du 04 au 6 décembre 2023 à Aného au Togo. L'événement a réuni des participant·e·s du Togo, pays hôte, de Madagascar, du Niger, du Sénégal, du Tchad, du Bénin, de France et a permis des contributions d'élue·s locales, d'opérateurs rices de services, d'organisations de la société civile, d'institutions nationales et déconcentrées, de coopérations décentralisées, de réseaux d'acteurs et de partenaires techniques et financiers.

Contexte

La commune des Lacs 1 a noué depuis plus de 20 ans de nombreuses coopérations avec ses partenaires techniques et financiers qui lui ont permis d'améliorer l'accès aux services essentiels, notamment, l'eau, l'hygiène, l'assainissement et les déchets, et d'engager des actions pour l'amélioration du cadre de vie la préservation de l'environnement sur son territoire. Forte de ses expériences et dans l'objectif d'échanges de pratiques et de valorisation des actions menées, la commune des Lacs 1 a organisé avec l'appui de l'ONG [SEVES](#), cet évènement international autour des questions de protection de l'environnement et le développement et la gestion des services essentiels.

Présentation de l'évènement

Le thème du [FEEM 2023](#) a concerné l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en matière de services essentiels, de préservation de l'environnement et de la ressource en eau au défi de la gestion locale. Le FEEM s'est voulu pragmatique : au-delà des investissements, des stratégies, nationales et internationales, il s'est agi de poser les défis et d'identifier les solutions des acteurs locaux des services, de favoriser les échanges entre pairs et entre pays, notamment concernant les problématiques suivantes :

- ✓ Comment pérenniser la gestion des services au niveau local et universaliser l'accès ?
- ✓ Quelle professionnalisation ?
- ✓ Quels modèles de régulation ?
- ✓ Quels modèles économiques ?
- ✓ Comment préserver l'environnement et les ressources, en eau notamment ?
- ✓ Comment favoriser l'économie circulaire autour de l'assainissement ?

Retour sur la participation du réseau ACTEA

Le réseau [ACTEA-Burkina](#) a été représenté par son animateur en la personne de Mr BAYILI Justin, accompagné de Monsieur BALMA Souleymane, agent à la Direction Générale de l'Agence de l'Eau du Mouhoun.

La délégation burkinabè a animé une session d'échanges consacrée à la thématique sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

La session GIRE a permis de discuter les conditions pour la conception et la mise en œuvre d'une GIRE locale. Cette approche de la GIRE nécessite 1) de s'interroger sur

les perceptions et la participation effective des acteurs locaux (institutionnels, citoyens, associations, etc) et d'identifier les dynamiques pouvant la favoriser, 2) d'identifier les échelles adaptées aux enjeux, 3) de questionner les outils et les instruments prévus par les politiques de GIRE.

En plus du réseau [ACTEA-Burkina](#), le forum a connu la participation des représentants des autres réseaux ouest africains des acteurs de l'eau et de l'assainissement que le [pS-Eau](#) co-anime avec ses partenaires locaux à savoir : le [CCEABI](#) (Togo), REAGIRE (Bénin) et la plateforme Sénégal. Le pS-Eau était représenté par son président, Monsieur Jean-Marie Tétart et Philippe Mouton de l'antenne Lyon Méditerranée.

En marge des sessions du forum, des séances de travail ont été organisées entre les quatre réseaux ouest africains et le pS-Eau afin de partager leurs expériences dans l'animation de leurs réseaux respectifs. Ces échanges ont été particulièrement appréciés par les représentants des réseaux récemment créés (en 2023) à savoir ceux du Togo et Bénin.

Le compte rendu complet des sessions sera disponible sur le site du réseau ACTEA

PARTAGE D'INFORMATION

Note d'information sur les rôles et missions des comités locaux de l'eau (CLE)

Cette note a été rédigée par le réseau ACTEA en vue de mieux faire connaître le rôle des CLE dans la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Burkina Faso. Son contenu porte sur les points suivants :



Réseau des acteurs
de l'eau et de l'assainissement
au Burkina Faso

- Le contexte institutionnel, les orientations et stratégies nationales en matière de GIRE au Burkina Faso ;
- Les structures de promotion et d'exécution de la GIRE ;
- Compositions, rôles et responsabilités des CLE ;
- Partage d'expériences sur les activités des CLE du Nakanbé.

La note sera disponible [ici](#).

Appel à projets « Initiatives-Sahel »



Le Gouvernement de la Principauté de Monaco (Direction de la Coopération Internationale) et Bioforce Afrique lancent aujourd'hui l'Appel à projets « Initiatives-Sahel », visant à soutenir les initiatives de la société civile au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal.

Les candidatures retenues bénéficieront de subventions entre 15.000 euros et 30.000 euros pour la mise en oeuvre de leurs projets à partir d'avril 2024.

Les candidatures sont ouvertes à compter du 25 octobre 2023 et se clôtureront le 4 janvier 2024 à minuit (heure de Dakar).

Pour de plus amples informations sur les modalités de candidature et le règlement de cet appel à projets, vous pouvez vous rendre sur le site web : <https://www.initiatives-sahel.org/>

Nouveau module sur la gestion de l'eau dans la solidarité internationale

Ce module fait partie d'un ensemble de modules e-learning sur les enjeux environnementaux dans le secteur de l'aide que le Groupe URD a révisés/développés.



[Voir la version en ligne du module.](#)

Faites vivre le réseau ACTEA !

Cette newsletter a été conçue pour vous tenir régulièrement informés de l'actualité du secteur. Elle ne demande qu'à être enrichie par vos contributions.

N'hésitez pas à nous faire part de toute information susceptible d'intéresser les membres du réseau !

Contact :

Au Burkina, Justin Bayili : reseau.actea@gmail.com

En France, Edouard Lebouvier : edouard.lebouvier@pseau.org



Le réseau ACTEA est co-animé par le pS-Eau en France et l'ACDIL au Burkina Faso.



*Le réseau ACTEA bénéficie de l'appui financier de l'Agence de l'eau Seine-Normandie
et de l'Agence française de développement.*

